

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Aux grands maux, le

LES conclusions auxquelles sont parvenues les experts, au terme de plusieurs jours de réflexion, dans le cadre de la Task force instruite par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, ne sont, semble-t-il, pas à la hauteur des attentes des gouvernants et des populations.

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

On s'attendait à mieux de la part des experts ayant pris part, du 29 octobre au 4 novembre dernier, dans la commune d'Akanda, à la Task force sur la santé. Mais, à l'évidence, ils semblent avoir fourni un travail à minima, au terme de sept jours de réflexion. Et dire que carte blanche leur avait été donnée par les plus hautes autorités de la République d'examiner, de manière exhaustive, les maux qui minent notre système de santé et de protection sociale. Et de proposer, par la suite, des recommandations pertinentes de façon à améliorer la disponibilité du médicament, la qualité et l'offre des soins, les prestations, l'efficacité du dispositif de protection sociale, etc.

Le 18 octobre dernier, en effet, au cours de l'audience qu'il avait accordée, au palais de la présidence de la République, au Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, qui était accompagné du ministre de la Santé, Dr Max Limoukou, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, avait instruit le chef du gouvernement d'organiser, dans des meilleurs délais, des assises sur la santé et la protection sociale. La démarche de la plus haute autorité de la République était louable à plus d'un titre. Saluée par plus d'un, elle a été sous-tendue par la ferme ambition d'asseoir les réformes à moyen et court termes de notre système de santé et de protection sociale, sur la base des conclusions des spécialistes. Ce qui, d'une certaine manière, est le reflet d'une gouvernance moderne et proche des préoccupations des populations. En tout cas, les instructions du numéro un gabonais découlaient d'un constat : en dépit des investissements colossaux consentis par les pouvoirs pu-

blics ces dernières années, le système de santé au Gabon demeure toujours malade !

Cette situation déplorable, chaque citoyen l'a plus ou moins vécue dans son sang et sa chair dans les structures sanitaires publiques, aussi bien à Libreville et ses environs qu'à l'intérieur du pays.

Pour avoir été confronté, entre autres, à la désinvolture du personnel soignant, à l'obsolescence du matériel médical, au manque d'entretien des infrastructures, à la forte inclinaison à la marchandisation des prestations par les médecins et autres infirmiers. Sans oublier l'absence de tout dispositif médical ou presque dans les hôpitaux et autres dispensaires. Avec ceci que, les patients se voient parfois contraints de fournir parfois compresses, gants, ciseaux, alcool, perfusions, seringues, sparadraps, etc., avant la délivrance de tout acte médical ou prescription d'ordonnance. Bref, ils sont bien rares, les usagers qui peuvent se déclarer satisfaits de l'accueil et des prestations dans les structures sanitaires publiques de notre pays. Vu que, celles-ci semblent s'éloigner de leurs missions premières. A telle enseigne que d'aucuns les assimilent à des officines privées.

Quoi qu'il en soit, au vu de cet état des lieux peu reluisant et de la volonté politique clairement affirmée, la task force sur la santé et la protection sociale a regroupé plusieurs experts autour de quatre ateliers : "gouvernance des centres hospitalo-universitaires

(CHU)", "accès et offre de soins de qualité", "financement des CHU" et "protection sociale et aide sociale". Suivant une méthodologie et un plan de travail précis, ils se devaient de rendre une copie parfaite. Où du moins, à la hauteur des ambitions et attentes des gouvernants et des préoccupations des populations.

Tout compte fait, au final, les premières conclusions auxquelles sont parvenus les experts semblent en deçà des espoirs placés en eux. Qu'est-ce qui pourrait l'expliquer ? N'ont-ils pas pris conscience de la nécessité de réformer en profondeur, et de façon durable, le système de santé et de protection sociale dans notre pays ? Dans les tous les cas, les assises des experts ont abouti sur plusieurs recommandations que certains, le Premier ministre, en tête, trouvent insuffisantes. Mais il reste que, face à l'état déplorable de notre système de santé, aux grands maux des grands remèdes sont nécessaires.

(lire en page 3).



Photo : DR/ L'Union

Les experts de la Task force ont planché sur les maux qui minent le sy

INFRASTRUCTURES SANITAIRES



Source : Ministère de la Santé

© D. Maixant MOUSSAVOU

Les grands remèdes



système de santé dans notre pays.

En attendant des propositions définitives

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

LES travaux de la Task force sur la santé viennent de s'achever sur une note d'insatisfaction clairement exprimée par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale. Les propositions découlant de ces assises voulues par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, paraissent insuffisantes, et ne sont pas de nature à redorer suffisamment le blason de ce secteur vital aujourd'hui gangrené par l'apathie et l'affairisme au détriment du sacré serment d'hypocrate.

Il reste que des bases de réformes à mettre en place à court et moyen termes ont été énoncées. Objectif : "améliorer l'accès et la qualité des soins" dans les centres hospitalo-universitaires (CHU). Des réformes portant sur la gouvernance de ces CHU dont le diagnostic a fait ressortir des dysfonctionnements criards qu'il importe de corriger. Cela passe indubitablement par l'amélioration de la qualité de l'accueil au sein des hôpitaux publics, la mise aux normes du fonctionnement de ces hôpitaux par l'amélioration de la quali-



Les experts de la task force.

té des soins. Une thérapie qui passe aussi, entre autres, par la réglementation de la médecine privée au sein des CHU ou la mise en place d'un système de "gestion autonome du personnel des CHU exclusivement par contrat" pour plus d'efficacité.

Un des noeuds gordiens de nos hôpitaux, la problématique de l'accès et offre de soins de qualité

selon des besoins de fonctionnement clairement identifiés. La task-force a également émis

des recommandations sur le renforcement du dispositif de protection sociale avec l'objectif de dégager des solutions pérennes aux problématiques soulevées par la question.

Un des noeuds gordiens de nos hôpitaux, la problématique de l'accès et offre de soins de qualité a également fait l'objet d'un traitement particulier à la task-force avec, in fine, une proposition des "mesures concrètes, pragmatiques et ambitieuses en vue d'améliorer significativement la qualité de l'offre des soins santé pour tous". Reste maintenant le plus dur, une fois que le gouvernement aura finalisé le rapport, la concrétisation de toutes ces propositions dans les faits.

Goût d'inachevé ?

LE sentiment du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, à la clôture de la Task force sur la santé, lundi, n'est pas loin de là. Dans tous les cas, le chef du gouvernement n'a pas caché son insatisfaction, quant aux travaux des participants. Y aura-t-il une suite à cela ?



ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LA Task force sur la santé, instruite par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, le 18 octobre dernier, a pris fin lundi. La cérémonie relative à la clôture des travaux a été présidée par le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale. Comme cela est de coutume, il a donc clos la série des interventions dont l'une portait sur la lecture des conclusions des dites assises.

Selon toute vraisemblance, le Premier ministre n'a pas été sa-

tisfait du rendu de la réflexion menée par les experts du ministère de la Santé, et ceux du ministère de l'Economie, des Finances et des Solidarités nationales. Logiquement les mieux indiqués pour réfléchir sur les solutions à apporter en vue d'améliorer notre système de santé. Il estime que la problématique du secteur de la santé "n'a pas été

proprement traitée". Accusant ou soupçonnant (c'est selon) les participants de ne pas vouloir "crever l'abcès".

A tort ou à raison, le chef du gouvernement pense qu' "aucune solution n'est proposée". Alors que "la récréation doit être terminée dans le secteur de la santé". Manifestement, le chef de l'administration gabonaise, souhaitait aussi que les experts réfléchissent sur le sort des agents de l'Etat, médecins et autres personnels paramédicaux, qui officient dans des officines privées. Pour lui, "des

mesures fortes" devraient être prises à l'encontre de ceux là, nombreux. En somme, tout porte à croire que pour le Premier ministre, il y a un goût d'inachevé. La question maintenant est de savoir ce qu'il y a lieu de faire. Faut-il jeter le bébé avec l'eau du bain, en estimant que cette Task-force n'a servi à rien, et qu'il faudra reprendre la réflexion ? Ou alors, le gouvernement va-t-il compléter le rapport des experts, afin de satisfaire totalement aux attentes du chef de l'Etat ?